



HAL
open science

Sur L'Ère du clash de Christian Salmon

Roger Bautier

► **To cite this version:**

Roger Bautier. Sur L'Ère du clash de Christian Salmon. Questions de communication, 2019, 36, pp.267-279. 10.4000/questionsdecommunication.21346 . hal-04313559

HAL Id: hal-04313559

<https://hal.science/hal-04313559>

Submitted on 1 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Sur *L'Ère du clash* de Christian Salmon

On *L'Ère du clash* by Christian Salmon

Roger Bautier



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/21346>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.21346](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.21346)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 267-279

ISBN : 9782814305632

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Roger Bautier, « Sur *L'Ère du clash* de Christian Salmon », *Questions de communication* [En ligne], 36 | 2019, mis en ligne le 31 décembre 2019, consulté le 15 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/21346> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.21346>



ROGER BAUTIER

Laboratoire des sciences de l'information et de la communication

Université Paris 13

F-93210

roger.bautier[at]laposte.net

SUR L'ÈRE DU CLASH DE CHRISTIAN SALMON

Résumé. — *L'Ère du clash*, paru en 2019, est présenté par son auteur, Christian Salmon, comme la suite de l'ouvrage *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, publié une douzaine d'année auparavant. Mais cette suite étudie un bouleversement dans les techniques de communication : du récit omniprésent, qui minore le raisonnement, on serait passé à la technique des chocs et des ruptures, qui anéantit le récit et se fonde sur le discrédit de toutes les sources d'information. Pourtant, le livre ne porte pas seulement sur ce bouleversement et il reprend aussi l'analyse du *storytelling*. Sa lecture conduit donc à examiner non seulement les relations entre ce discrédit et les techniques de communication, mais aussi celles entre la narration et l'argumentation, qui sont particulièrement complexes. Cet examen débouche sur une suggestion : réintroduire une approche sociologique de la communication dans l'analyse des évolutions qui sont traitées dans le livre.

Mots clés. — discrédit, *storytelling*, rupture, narration, argumentation, sociologie.

Écrivain (auteur de plusieurs essais littéraires et d'un roman) et chercheur (membre du Centre de recherches sur les arts et le langage du Centre national de la recherche scientifique de 1982 à 2016), Christian Salmon a été directeur du Carrefour des littératures européennes de Strasbourg (devenu Parlement international des écrivains). Il est chroniqueur au *Monde*, puis à *Mediapart*. Publié aux éditions La Découverte, son livre *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits* (2007) remporte un grand succès. Il est traduit dans une dizaine de langues et commenté dans de nombreux journaux, qui saluent la mise en lumière de l'utilisation de plus en plus répandue d'une technique de communication passant par l'élaboration de fictions mobilisatrices. D'abord, propre aux campagnes commerciales cherchant, pour vendre des produits, à vendre des récits qui représentent ces produits, cette technique se diffuse bien au-delà, plus particulièrement dans l'organisation des entreprises et dans la communication politique, dans lesquelles la mise au point de récits adéquats permet non seulement d'influencer, mais aussi de contrôler les opinions. Paru une douzaine d'années plus tard chez Fayard, *L'Ère du dash* (Salmon, 2019) est présenté comme la suite du livre de 2007. Par ce titre, pour l'auteur, il s'agit d'attirer l'attention sur le bouleversement que constitue l'entrée récente dans un temps hors narration : « Itération d'instant déchaînés qui ne s'ordonnent plus selon un ordre de succession, mais au contraire selon une logique de rupture, de changement d'intensité, qui évoque plutôt la tempête et les tsunamis que le temps long des épopées » (p. 93). L'ouvrage a déjà été largement commenté dans la presse écrite et audiovisuelle. Alors que le premier avait été analysé par de nombreux universitaires, le second paraît susciter moins de réactions académiques.

Au tout début de *L'Ère du dash*, C. Salmon insiste sur l'importance grandissante attribuée à la calculabilité et estime, en reprenant une distinction heideggerienne, que la pensée calculante a pris le dessus sur la pensée de l'être. C'est cette calculabilité qui est au cœur du traitement des données, qu'il s'agisse d'établir des profils et d'en tirer des normes de comportement ou de fonder, de plus en plus, des processus décisionnels en matière de politique, bien que les propriétés des algorithmes de traitement soient largement méconnues. Un risque majeur est alors pointé : étant donné que ce qui, au sein de l'expérience humaine, est peu assimilable au calculable se trouvera néanmoins, par le truchement d'un appauvrissement, intégré au calcul, la part de cette expérience qui n'est vraiment pas assimilable et n'est donc pas « pacifiée » risque de réapparaître, sous une forme plus ou moins violente, dans le cours des événements politiques. Pourtant, ce n'est pas cette insistance initiale sur la calculabilité qui orientera le propos principal du livre, mais une préoccupation, plutôt, pour l'évolution des discours politiques et pour l'effondrement de leur crédibilité. En reprenant le fil de son ouvrage – bien connu et largement commenté – sur le *storytelling* (Salmon, 2007), il s'agit maintenant pour lui de décrire les étapes qui ont conduit à l'échec du *storytelling* et à analyser les conditions nouvelles de la communication politique.

Vers un discrédit généralisé

Les discours du président des États-Unis Donald Trump font l'objet de jugements sévères, qui portent sur leur agencement. Sans chercher à raconter une histoire comportant un début et une fin et porteuse d'une tension narrative, il s'agirait, dans ces discours, de refuser les phrases longues et les articulations logiques, de se contenter d'une grammaire et d'un lexique réduits, de porter, en définitive, le langage à son plus bas niveau. L'usage du mensonge pur et simple est également souligné, non parce qu'il serait partout et que la vérité aurait disparu, mais parce qu'il traduit l'indifférenciation progressive entre les deux, selon une transformation conjointe de la production et de la réception des informations qui favorise un effondrement de la confiance qu'on peut accorder au langage. C'est pourquoi les *fake news* ne sont pas vues seulement comme un dérèglement de l'information, mais tout autant comme le symptôme de la destruction de l'espace de délibération fondateur de l'exercice de la démocratie. Dans cette optique, la crédibilité du discours du président étatsunien semble directement corrélée au discrédit qui affecte l'ensemble de la vie politique. Le soupçon s'est généralisé et toutes les interventions dans l'espace public, qu'elles soient politiques, scientifiques ou religieuses, sont décrédibilisées, ce qui permet, d'une manière qui n'est qu'apparemment paradoxale, de mieux faire accepter des énoncés qui, dans d'autres circonstances, auraient été rejetés par le plus grand nombre. C'est une des raisons pour lesquelles le président lui-même peut aisément, suivant un retournement habile, qualifier de *fake news* les informations fournies par les médias qui adoptent une attitude critique à son égard.

C'est donc le résultat d'un long processus de discrédit de la parole publique que l'on constaterait désormais. Ce processus serait renforcé par la possibilité donnée aux individus, via les réseaux socionumériques, de n'être confrontés qu'aux sources en accord avec leurs opinions et d'échapper, en conséquence, à toute contradiction. Il serait en relation étroite avec une évolution repérée par Evgeny Morozov (2017 : en ligne) au sujet de la publicité en ligne, quand il considère que « la vérité, c'est ce qui attire le plus de paires d'yeux ». Ce processus serait, enfin, d'une telle ampleur qu'il rappellerait ce qu'évoquait Hermann Broch (1961), après la prise de pouvoir par les nazis en Allemagne, quand il disait que « la belle confiance en la possibilité pour les hommes de se convaincre par le mot, le mot et la parole, s'est perdue radicalement » (cette phrase fait partie de l'épilogue du livre de C. Salmon). Le discrédit dont il est question apparaît comme l'aboutissement d'une prolifération de récits qui ont suscité de plus en plus la déception en fonction de l'écart entre ce qu'ils suggéraient ou promettaient et la réalité vécue par les individus. D'où l'apparition d'une situation en quelque sorte post-narrative (mais aussi post-politique et post-démocratique), qui favorisera la surenchère et déterminera l'essor de ce que l'auteur appelle l'ère du *clash*. Le « tout *storytelling* » débouche ainsi sur des stratégies de communication mettant en œuvre la colère et le ressentiment, le choc et la violence, sur un mode plus proche de l'action militaire que de l'action proprement politique. Dès lors, les énoncés n'ont plus besoin de

manifestent une certaine continuité et leur validité devient secondaire par rapport à leur capacité à faire du *buzz*, c'est-à-dire à circuler rapidement sur les réseaux, une capacité probablement d'autant plus grande que ces énoncés véhiculent des rumeurs ou font appel à la violence.

Cette ère du *clash* correspond-elle à un échec des stratégies de communication qui ont marqué les périodes précédentes ? Assurément, car le recours au *storytelling* – qui avait fait l'objet du livre précédent – s'est révélé, dans ses excès, générateur d'effets extrêmement nocifs sur la vie politique, en ce qu'il a été propice au développement d'un discrédit généralisé. Et c'est pourquoi C. Salmon en déploie à nouveau l'historique et revient attentivement sur ses conséquences. Pour lui, la nocivité du *storytelling* s'est établie tout au long des mandats présidentiels de Bill Clinton, George W. Bush, Barack Obama et Donald Trump, dont les stratégies portent la marque de grands conseillers en communication : James Carville, Karl Rove, David Axelrod et Steve Bannon. Au départ, l'objectif est de dépasser le simple usage des images (de plus en plus nombreuses), dont la crédibilité a faibli peu à peu. Étant donné que les êtres humains ont toujours fait un grand usage de la forme narrative de présentation des informations, il s'est agi de profiter de cette particularité pour faire croire à des histoires et, plus particulièrement, à l'histoire – passée et future – des États-Unis. Mais les chaînes d'information en continu tendent à privilégier le récit anecdotique et les présentations simplistes, tout en mélangeant les genres : l'*infotainment* brise les barrières entre fiction et réalité. Le discrédit qui avait touché les images porte désormais sur les récits mis en avant dans les années 1990 et 2000 et c'est, très précisément, à ce discrédit qu'est censée répondre la campagne électorale de Barack Obama, qui utilise tous les moyens de communication à sa disposition et, notamment, les réseaux sociaux, pour proposer à la nation une « légende à partager ». La dernière étape ne sera cependant pas à la hauteur des attentes : au *storytelling* victorieux succèdent un pouvoir limité (reconnu par le président lui-même) et, chez les électeurs, une déception grandissante.

L'historique du *storytelling* américain débouche, de fait, sur deux perspectives : d'une part, celle de l'ère du *clash*, illustrée, comme on l'a vu, par les pratiques de D. Trump, et, d'autre part, celle d'une série d'exemples de communication politique caractérisés beaucoup plus par des formes de *storytelling* que par une logique de *clash*. En effet, la seconde perspective attire l'attention sur des stratégies pouvant chercher à contrer le discrédit radical de la parole publique, mais qui peuvent aussi en servir d'illustration : Matteo Renzi en Italie, Emmanuel Macron en France, Yanis Varoufakis en Grèce, ainsi que les actions terroristes (qui constituent le dernier cas étudié dans le livre). Ces actions terroristes sont les plus proches de la logique de *clash*, dans la mesure où les transgressions qu'elles mettent en œuvre (les égorgements d'otages en direct, les destructions de sites archéologiques...) font augmenter le nombre de *followers* et de partages sur les réseaux sociaux. Mais il s'agit bien, selon C. Salmon, d'une guerre de récits, et non d'une guerre de territoires, en ce sens que l'enjeu est bien la maîtrise du discours dominant : ainsi la retransmission des actes terroristes sera-t-elle capable de susciter une grande incrédulité face aux versions officielles véhiculées par les médias classiques.

En comparaison, les stratégies de communication du président du Conseil des ministres italien et du président de la République française sont beaucoup plus simples à analyser. Dans le premier cas, la difficulté principale tiendrait à l'existence d'une contradiction entre la volonté de restaurer la primauté du politique et l'exercice d'un néolibéralisme qui, pourtant, le récuse. Il en résulterait un récit officiel sans véritable débat, dont le discrédit, comme celui de tous les autres récits officiels, serait mis en lumière par les actions du mouvement des Gilets jaunes qui a émergé 2018. Dans le second cas, on aurait plutôt un *storytelling* de conquête très prometteur, suivi d'une tentative pour juguler les conflits sociaux qui reposerait sur le report perpétuel des mesures annoncées. Mais, là encore, le discrédit de la parole publique serait patent. Quant au ministre des Finances du gouvernement grec, Yanis Varoufakis, qui a adopté une position critique à l'égard du discours politique dominant, il est présenté comme s'étant heurté à une campagne médiatico-financière, au sein d'une guerre asymétrique des récits. Il serait un bon exemple d'homme politique qui aurait tenté de faire avancer la discussion macro-économique dans les débats au sein de l'Eurogroupe, mais qui aurait échoué en face de ce qui apparaît comme un empire du chiffre et de la norme juridique. D'où l'affirmation de la nécessité d'ouvrir les super-boîtes noires que constituent les processus complexes de décision qui, malgré leur opacité, contrôlent la vie des citoyens, alors même que, depuis la crise économique mondiale de 2008, ils ne sont plus capables de fonctionner correctement.

Narration et argumentation

La plupart des commentaires critiques qui ont été faits sur l'ouvrage précédent consacré au *storytelling* restent pertinents, puisque l'analyse et l'historique du *storytelling* présents dans l'ouvrage de 2019 sont tout à fait cohérents avec ceux du premier. En particulier, il faut souligner que la présentation qui est faite du *storytelling* réactive les théories de la masse manipulée (Berut, 2010 ; Lits, 2012 ; Quemener, 2012). Cette présentation n'envisage pas que les publics soient en mesure de se mettre en position de résistance ou bien, sans qu'il y ait véritablement résistance, qu'ils puissent effectuer une réception des discours qui leur sont adressés d'une manière différente et même, quelquefois, fort différente de celle qui est prévue par le concepteur de ces discours. Le *storytelling* politique est, normalement, confronté à des contre-pouvoirs agissant dans l'espace public capables de mettre en péril ses tentatives d'imposition de sens, voire de les faire échouer totalement. C. Salmon semble penser que les récits sont toujours aliénants et ne peuvent pas être autre chose que des instruments de propagande : il s'agit d'un jugement qui se situe dans le prolongement des condamnations du roman-feuilleton qui ont été formulées au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Par ailleurs, dans les cas où le *storytelling* paraît annihiler les capacités critiques des individus, est-ce bien parce qu'il joue sur les émotions comme les récits fictionnels ? La vision négative du *storytelling* implique souvent une mise en relation discutable entre la narration et l'irrationnel, fondée sur l'idée que la discussion politique ne devrait faire appel qu'à la raison.

On peut louer la dénonciation politique de l'impact de l'adoption d'un certain mode de narration par les stratégies de communication mises en place dans le management, la publicité et la politique. Cependant, il faut rappeler que le formatage des esprits commence dès que l'on s'adresse à quelqu'un, ce qui déplace le problème : quelles que soient les techniques utilisées, c'est peut-être moins le récit qui compte que son objectif, et celui-ci peut conforter le pouvoir en place aussi bien que des forces qui le contestent (Citton, cité dans Krauss, Urban, 2013). Les potentialités contestatrices des récits doivent donc être prises en compte dans les appréciations portées sur le *storytelling*. Sans nier qu'un formatage intellectuel puisse avoir pour responsable un récit bien tourné, il s'agit d'admettre que celui-ci peut aussi participer d'un traitement de la complexité du monde qui offrira aux individus une base susceptible d'orienter leur action : une base laissant une liberté d'interprétation suffisante pour qu'ils soient capables de faire émerger de leur réflexion des contre-scénarisations émancipatrices. D'où la proposition (Citton, 2010) de se tourner vers des espaces de discussion alternatifs et de renoncer à survaloriser l'argumentation, afin de favoriser l'invention d'histoires convaincantes permettant d'y intervenir. Cette référence à l'argumentation permet de mieux saisir l'intérêt de la réflexion sur le *storytelling*. En effet, même si les médias ne diffusent pas que des récits, il faut sans doute admettre que ceux-ci y trouvent une place majoritaire et qu'ils donnent ainsi à la narration un rôle dominant dans le traitement des produits médiatiques, aussi bien concernant leur fabrication que leur réception. Certes, les récits médiatiques ne paraissent pas d'emblée correspondre aux normes habermassiennes d'un débat politique, celles-ci consacrant deux primautés : d'une part, celle du langage par rapport aux images ; d'autre part, celle de l'argumentation par rapport à la narration. Mais il est possible que les récits aient une fonction non négligeable de médiateurs principaux des événements auprès d'un large public, une fonction qui s'exerce selon des modalités qui se sont modifiées avec l'évolution des moyens de communication : sont apparus, notamment, des récits sans véritable clôture et des récits éclatés, qui appellent nécessairement des analyses relevant de ce que l'on peut appeler une hypertextualité (Lits, 2009).

De fait, l'examen des rapports entre le *storytelling* et l'argumentation s'inscrit dans une histoire déjà longue. L'une des approches classiques de l'histoire du journalisme consiste à analyser la presse depuis ses origines en fonction de la part qu'elle accorde à l'argumentation : au cours du XIX^e siècle, la diffusion des opinions a été progressivement distancée par celle des informations et cette situation semble avoir été décisive dans la constitution et la défense d'un modèle stable pour la presse écrite et audiovisuelle jusqu'à l'arrivée du web. La question de savoir quel est, maintenant, l'effet du développement du numérique sur la composante argumentative du journalisme n'est pas simple à examiner (Pélissier, 2017). D'un côté, on repère des signes d'affaiblissement du journalisme d'opinion dans la progression d'une sorte de neutralisation des éditoriaux, dans la circulation et, surtout, la répétition des thèmes et des commentaires d'un média à l'autre, ou bien encore dans l'essor d'un journalisme de données fortement influencé par des pratiques informatiques devenues incontournables. C'est cette dernière caractéristique qui est souvent jugée

la plus inquiétante, dans la mesure où elle signerait la fin prochaine de la diffusion des opinions et, donc, celle de la discussion politique à laquelle le journalisme est attaché, en tant qu'observateur sinon en tant qu'acteur. D'un autre côté, on voit bien que le web offre des opportunités certaines à des formes de communication mettant en œuvre plus spécifiquement la composante argumentative de la politique. De ce point de vue, la montée en puissance des blogs à partir de 2005 peut être considérée, dans de nombreux cas, comme la traduction d'une « prise de parole ». Il s'agit là, sans doute, de la naissance d'un interventionnisme qui s'est ensuite généralisé : d'une part, sous la forme de compléments apportés aux sites web de la presse traditionnelle ou de contributions aux sites de la presse uniquement en ligne ; d'autre part, sous la forme d'échanges qui ont lieu sur les grandes plateformes des réseaux sociaux numériques. Souvent critiqués, ces échanges ont certainement des défauts, qui tiennent autant à leur contenu qu'aux contraintes imposées par les plateformes, mais il est difficile de ne pas leur reconnaître le statut d'éléments participant à la formation d'espaces de discussion politique.

Il faut souligner le fait que l'introduction de récits dans les discours politiques et journalistiques n'est pas nouvelle et que ces récits ne sont pas nécessairement capables de s'élever au rang de discours fournissant à un peuple la mise en perspective de son histoire passée et d'un avenir qui peut et doit être commun (Rabatel, 2016). C'est pourquoi l'usage du *storytelling* ne peut que laisser songeur quant à son efficacité : on peut se demander (mais sans vraiment pouvoir répondre à la question) quelle est sa place dans le succès électoral d'une personnalité politique, dans l'approbation donnée par une majorité de citoyens à une politique et, inversement, dans le rejet manifesté par l'autre partie de la nation à l'égard de cette même politique. Toujours est-il que la montée en puissance de la narrativité se nourrit de la mise en lumière de ses effets supposés (Baroni, 2016) : l'impact des récits sur la réalité est reconnu, leurs pouvoirs sont loués ou honnis, tandis que les discussions dont ils ont fait l'objet depuis les origines de la rhétorique sont souvent ignorées. Il est probable que le livre de C. Salmon paru en 2007 ait beaucoup fait pour favoriser la thèse selon laquelle le *storytelling* était un type de communication marquant une rupture dans l'évolution de la diffusion des idées et des comportements, même si cette thèse avait déjà été mise en avant dans des travaux américains. La rupture dont il s'agit correspondrait à un remplacement : celui, notamment dans les secteurs économiques et politiques, du raisonnement par le récit, qui, comme l'indique le titre complet de l'ouvrage, est capable de formater les esprits. Le résultat semble alors acquis et l'on parlera en conséquence de l'émergence d'un nouvel ordre narratif. Ce qui est une façon, aussi, d'établir un lien avec la narratologie issue de la sémiotique et de rompre, au contraire, non seulement avec l'histoire de la rhétorique ancienne, mais aussi avec des approches du discours — éloignées de la sémiotique greimassienne — qui ont mis l'accent sur un modèle argumentatif élaboré à partir de cette rhétorique ancienne tout en la renouvelant (Bautier, 2018 ; Bertrand, 2019). De fait, la prolifération de la référence au *storytelling* repose sur un usage à la fois radical et non maîtrisé de l'hypothèse sémiotique du « tout narratif » qui tend à écarter de la réflexion toute l'histoire de la rhétorique, pourtant riche en analyses des relations entre narration et

argumentation. Ne vaudrait-il pas mieux s'écarter de cette hypothèse et s'intéresser aux principes d'organisation discursive, en admettant que ceux-ci peuvent donner naissance à des rapports de subordination évolutifs et inversables ? Ainsi le refus de l'effacement de la rhétorique permet-il en même temps de réévaluer l'apport de la sémiotique et de mieux saisir l'articulation entre narrativité et argumentativité au sein des discours.

Une sociologie de la communication ?

Les jugements sévères de C. Salmon concernant les propos tenus par D.Trump sur Twitter et les critiques qu'il adresse, de manière plus indirecte, à l'attitude des *followers* déployant leur activité sur l'ensemble des réseaux sociaux montrent bien que, selon lui, les conditions nouvelles de la communication politique sont la conséquence ou la cause d'un déficit abyssal de la réflexion politique. Mais peut-on préciser ces conditions ? Il est tentant d'évaluer l'intérêt du web pour la participation au débat public en fonction de la quantité des interventions qu'il permet. Cependant, si l'on ne s'intéresse pas seulement à la quantité, mais également à la qualité du débat tel qu'il peut se dérouler sur le web, il faut faire deux remarques (Colombo, 2014). La première est que l'examen des interventions montre qu'elles provoquent une centration de l'attention des participants sur les opinions et les informations mises en ligne par une minorité, en face d'une majorité d'entre eux qui tendent à n'avoir qu'un rôle de spectateurs plus ou moins intéressés. Dès lors, rien ne dit que les contributeurs forment une minorité qui serait particulièrement apte à faire avancer le débat grâce à ses compétences et son souci du bien public. La seconde remarque tient à une éventuelle augmentation du nombre de contributeurs (actuellement encore faible), qui viserait à l'universalisation du débat et à la réalisation d'une démocratie à la fois directe et continue : dans ce cas, étant donné ce que l'on connaît déjà, il n'est pas non plus sûr que la qualité globale des échanges serait significativement améliorée. Autrement dit, l'introduction du critère de la qualité conduit à relativiser la spécificité du web quant à son impact sur le débat public et à penser que l'espace de discussion qu'il instaure risque fort de se révéler équivalent, à l'égard de ce critère, aux espaces plus anciens. Reste que le critère de qualité est rarement simple à manier. Ne serait-il pas souhaitable de dépasser l'opposition trop souvent rapidement affirmée entre la richesse de certains discours politiques et la pauvreté de certains autres ? Par exemple, ne doit-on pas relever l'idée selon laquelle les énoncés que l'on appelle des « petites phrases » ont souvent, au départ, une réelle épaisseur sémantique (Al-Matary, Gaboriaux, 2018) qui attire légitimement l'attention et que c'est leur mise en circulation qui tend à les appauvrir ?

C. Salmon rappelle que, d'abord présent dans la publicité et dans le marketing, le *storytelling* a ensuite, au moment du reflux des idéologies, été appliqué à la communication politique. Et, pour lui, le *storytelling* s'est manifesté par une utilisation excessive de la narration aux dépens de l'argumentation. Il n'est donc pas inutile de

se demander si les producteurs de récits destinés à la diffusion dans l'espace public élaborent de véritables récits. Les contraintes qui sont les leurs – celles bien connues de temps et d'espace, mais aussi la conception qu'ils se font de leur rôle dans l'espace public – ont manifestement des effets sur la composition du récit, même si celui-ci reste primordial à cause de son efficacité communicationnelle supposée. Parmi ces effets, on doit considérer la suppression d'éléments qui seraient vraisemblablement mentionnés dans un récit plus conforme à la narratologie classique (Zampa, Perrin, 2018). Il en résulte que ces éléments devront être, en quelque sorte, réintroduits par le public, ce qui suggère que l'apparition d'une dimension argumentative n'est pas à exclure, dans la mesure où les lacunes du propos créeront un discours qu'on peut qualifier d'enthymématique¹ (et qui devra donner lieu à une interprétation qui impliquera d'autant plus les publics auxquels il s'adresse). La pratique de l'argumentation repose sur la discutabilité des faits et l'échange des points de vue, ce qui la différencie de celle de la narration. Même si l'on considère qu'elles sont issues du simple exposé de faits par une transformation introduisant la notion de causalité, il faut reconnaître à chacune d'elles une spécificité, car elles mettent en œuvre des causalités qui ne sont pas identiques : dans un cas, ce qui est exposé, ce sont des relations de raisonnement plus ou moins rigoureuses (quelquefois très peu rigoureuses) tandis que, dans l'autre, c'est une connexion d'événements (impliquant le plus souvent des acteurs humains). Mais qu'en est-il de cette distinction quand les expériences vécues, les opinions, les points de vue se trouveront mélangés ? Qu'en est-il, encore plus, lorsque la participation à l'espace public dépendra, au-delà du simple vote, des aptitudes, justement, à argumenter ?

Avant la Seconde Guerre mondiale, dans ses *Cahiers de prison* rédigés entre 1929 et 1935, Antonio Gramsci (1891-1937) avait bien évoqué l'extrême difficulté résidant dans les tentatives pour établir une unité idéologique entre les classes populaires et les intellectuels. Pour lui, étant donné qu'il y a une coupure entre ces deux groupes, il est nécessaire d'étudier très attentivement les caractéristiques culturelles des milieux populaires si l'on veut tenter de s'adresser à eux de manière plus adéquate. Il esquisse d'abord la situation intellectuelle de ces milieux : leurs opinions politiques et leurs normes de comportement n'ont pas été formées rationnellement (on peut penser que cela ne leur est pas spécifique), ce qui les contraint à résister aux argumentations complexes venant de l'extérieur de leurs classes sans posséder les moyens de répliquer par une argumentation de même niveau. Ensuite, il précise que cette résistance présente trois aspects complémentaires. D'abord, un membre des classes populaires pense que le nombre de ceux qui appartiennent au même groupe social que lui est suffisamment grand pour que ce groupe ne puisse pas se tromper. Ensuite, il considère que, si lui-même n'est pas capable d'argumenter aussi bien que son adversaire, il existe des membres de son groupe capables de le faire. Enfin, il se rappelle qu'il a été lui-même convaincu par les raisons exposées dans un discours cohérent qui était tenu par l'un de ceux qui en sont capables. Cette analyse a été reprise, au moins en partie, par les *cultural studies* à partir des années 1960,

¹ Un enthymème est un syllogisme dont une partie des prémisses ou la conclusion est sous-entendue.

dans des travaux qui se sont opposés à une conception des classes populaires qui en faisait les victimes d'un abrutissement engendré par la culture de masse diffusée par les médias. La mise en lumière de leur aptitude à faire preuve d'une attention oblique à l'égard des produits médiatiques qui ne sont pas l'émanation des classes populaires, même s'ils leur sont notamment destinés, fournit peut-être encore des pistes utiles pour examiner les situations de communication du début du ^{xxi}e siècle.

Certes, les nouvelles technologies de communication paraissent avoir renouvelé totalement l'expression et la présence des opinions, y compris d'origine populaire, dans l'espace public, en fournissant les moyens d'une « démocratisation » des interventions. Les acteurs politiques et les journalistes se trouvent effectivement concurrencés par des journalistes-citoyens, mais nombre de ces derniers tendent d'abord à valoriser leur point de vue et leur expérience, sans nécessairement contribuer à l'institution d'un monde commun qui passerait par la confrontation des interventions (Bougnoux, 2007). Ainsi, d'une certaine manière, la prééminence des faits par rapport aux opinions a-t-elle été remplacée, chez eux, par celle des opinions par rapport aux faits. Par ailleurs, les nouvelles possibilités offertes sont très loin de correspondre à une égalisation des conditions de participation à cet espace d'expression. Après qu'ils ont eu le sentiment d'appartenir à une organisation sociale marquée par la liberté et l'égalité, ce qui est apparu rapidement aux journalistes-citoyens, c'est que tout le monde ne peut pas participer à toutes les discussions, que tout le monde ne peut pas être entendu, que certaines pages deviennent plus connectées que d'autres, etc. En effet, sur le web, la diversité alliée à la liberté de choix engendre l'inégalité, et cette dernière est d'autant plus extrême que la diversité est plus grande. En même temps, une vision plus réaliste de l'espace public connecté est apparue. Les individus et les groupes dominés, mais soucieux de profiter de ses potentialités, ont appris ou soupçonné qu'il peut être l'objet de tentatives de contrôle et que son fonctionnement est menacé par les énormes réseaux sociaux qui capturent les informations que les utilisateurs ont fournies, par des fournisseurs d'accès tentés de privilégier le trafic vers certains sites, ainsi que par des États qui exercent une surveillance sur les comportements des citoyens.

Si le lien nécessaire entre le traitement de l'information et la production des opinions a été tissé tout au long de l'histoire des moyens de communication, il s'est surtout consolidé avec l'utilisation systématique de l'écrit et de l'image imprimés, qui a permis de mettre le monde « sur le papier », de rassembler des informations, d'accumuler des savoirs et d'en élaborer de nouveaux (Olson, 1994). L'essor de la presse et des bibliothèques, puis celui des moyens de communication de masse a entraîné une très forte augmentation de l'information disponible, toujours envisagée en tant que fondement de la prise de position raisonnée du citoyen, mais de plus en plus difficilement maîtrisable. Cette évolution a contribué à la production des connaissances dans le champ scientifique, ainsi qu'à la diffusion, dans d'autres champs, de modes de communication privilégiant l'argumentation par rapport à l'intimidation ou la séduction, tout en engendrant des résultats dont la discussion réclame un haut niveau de culture générale, la pratique de langues

étrangères et de spécialité, l'usage expert des moyens d'information, etc. Elle a donc fourni tous les ingrédients d'une mise à distance du « profane », que l'arrivée de l'internet et d'une informatisation généralisée n'a probablement pas diminuée. On peut émettre l'hypothèse selon laquelle les nouveaux moyens d'information et de communication sont souvent utilisés d'une manière très limitée par les individus les plus dépourvus de capital culturel et qu'une telle utilisation – comme celle des moyens plus anciens – est compatible avec des attitudes de scepticisme, de rejet ou, au contraire, d'acceptation crédule, notamment quand l'ensemble des informations détenues auparavant est trop faible ou trop peu structuré. Ne doit-on pas penser que, dans ces conditions, le discrédit radical dont parle C. Salmon mériterait une analyse plus sociologique que la sienne (qui est, en fait, a-sociologique) ?

Conclusion

Quelques mois avant l'élection de D.Trump, l'espace public des États-Unis est marqué par une offre politique restreinte : les deux blocs politiques principaux (démocrate et républicain) présentent des propositions plus ou moins éloignées des intérêts des groupes sociaux les plus en difficulté. On se trouve dans la situation où l'espace public principal, en quelque sorte officiel, ne permet pas la présence et l'expression, en son sein, des forces politiques franchement oppositionnelles (Negt, 2009), ce qui augmente fortement le risque de développement d'une action strictement violente de ces forces. Cependant, les deux camps comportent un opposant interne : d'un côté, Bernie Sanders, qui se rattache à un populisme progressiste, échoue face à Hilary Clinton ; de l'autre, D.Trump, qui se rattache à un populisme réactionnaire et promet des politiques de redistribution, la bat finalement. Les politiques de redistribution ne seront pas tenues et les partisans de B. Sanders et de D.Trump se retrouvent peut-être, désormais, dans des situations comparables (Fraser, 2018). L'unification de leurs revendications semble cependant peu probable, étant donné les divisions profondes existant et leur renforcement par les discours du président des États-Unis. Étant donné aussi le discrédit généralisé dont parle C. Salmon. En effet, dans une certaine mesure, le *storytelling* peut être assimilé à une réaction judicieuse qui s'exerce contre une tendance du discours politique qui est en fait une dégradation vers le statut de discours d'expert ne connaissant que les chiffres et les informations traitables informatiquement, dont le sens semble avoir disparu (Godin, 2014). De ce point de vue, le *storytelling* peut apparaître comme une revanche de la parole. Mais qu'en est-il alors de la fonction du recours systématique au *clash* ? La pauvreté de la grammaire et du vocabulaire de D.Trump sur laquelle insiste C. Salmon est censée faire partie d'un ensemble de caractéristiques qui traduit un effondrement du récit et le passage, précisément, à la logique de *clash*. Ne faudrait-il pas mettre en évidence d'autres propriétés, peut-être plus importantes pour la compréhension du type de communication établie avec l'auditoire ? D'une part, les discours présidentiels, des plus solennels jusqu'aux *tweets* rageurs devenus célèbres, sont empreints d'une extrême violence ; d'autre part, cette violence verbale, qui ne relève probablement

pas du simple dérapage, est à même de rencontrer un assentiment auprès d'une partie de la population (Viennot, 2019). Si tel est le cas, D.Trump peut se présenter comme le porte-parole adéquat des Étatsuniens qui estiment avoir été, auparavant, marginalisés par des élus habituellement sourds à leurs préoccupations.

Aller dans ce sens permettrait sans doute de mieux comprendre pourquoi des mensonges peuvent être considérés par certains publics comme des vérités, mais peuvent, tout aussi bien, donner lieu à des réactions qui traduisent plutôt le sentiment que cela n'a pas d'importance, au regard du contenu des projets politiques et de leur réalisation. Cela permettrait aussi de mieux comprendre pourquoi le pouvoir de dire non aux évidences, aux informations solides et aux jugements les plus assurés est le pouvoir de ceux qui se sentent, à tort ou à raison, socialement marginalisés ou maltraités par la société dans laquelle ils vivent. Mieux comprendre, également, pourquoi des électeurs de D.Trump traités de « déplorables » par H. Clinton ont choisi de reprendre ce qualificatif à leur compte et de le revendiquer comme pertinent pour décrire leur situation. Mieux comprendre, enfin, pourquoi des discours au langage pauvre et aux idées simplistes peuvent toucher des groupes sociaux en position défavorable si ceux-ci, au moins dans certaines circonstances, peuvent voir la moindre bribe d'énoncé dans laquelle ils reconnaissent un aspect de leur expérience comme un élément intégrable à l'argumentation qui est la leur, que celle-ci soit explicite ou, le plus souvent, implicite.

Références

- Al-Matary S., Gaboriaux C., 2018, « Une nouvelle lutte des "clashes" ? Fragmentation des discours de campagne et mutations des clivages (France, 2016-2017) », *Mots. Les langages du politique*, 117, pp. 71-90.
- Baroni R., 2016, « L'empire de la narratologie, ses défis et ses faiblesses », *Questions de communication*, 30, pp. 219-238.
- Bautier R., 2018, « Quelle place pour le logicisme dans l'organisation et la communication des connaissances ? », pp. 107-118, in : Mustafa El Hadi W., dir., *Fondements épistémologiques et théoriques de la science de l'information-documentation. Actes du 11^e colloque ISKO France 2017*, Londres, Iste Éd.
- Bertrand D., 2019, « De la narratologie à la narrativité, et retour: Bilan et perspectives de la théorie greimassienne », *Pratiques. Linguistique, littérature, didactique*, 181-182. Accès : <https://doi.org/10.4000/pratiques.6122>.
- Berut B., 2010, « *Storytelling* : une nouvelle propagande par le récit ? », *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, 72, pp. 31-45. Accès : <https://doi.org/10.4000/quaderni.479>.
- Bougnoux D., 2007, « La fonction des médias dans la démocratie », *Cahiers français*, 338, pp. 3-7.
- Broch H., 1961, « Esprit et esprit du temps », pp. 329-354, in : Broch H., *La Grandeur inconnue*, trad. de l'allemand par A. Kohn, Paris, Gallimard, 1968.
- Citton Y., 2010, *Mythocratie. Storytelling et imaginaire de gauche*, Paris, Amsterdam.

- Colombo F., 2014, « Contrôle, identité, *parrhèsia* : une approche foucaultienne du Web 2.0 », trad. de l'italien, par Y. Jeanneret, *Communication & langages*, 180, pp. 7-24.
- Fraser N., 2018, « De Clinton à Trump, et au-delà », trad. de l'anglais (États-Unis), *Esprit*, sept., pp. 81-93.
- Godin C., 2014, « Politique : quand le récit remplace le réel », *Cités. Philosophie, politique, histoire*, 57, pp. 121-138.
- Gramsci A., 1948-1951, *Cahiers de prison*, 5 tomes, trad. de l'italien par M. Aymard et al., Paris, Gallimard, 1978-1996.
- Krauss C., Urban U., 2013, « "Pourquoi la narration ?" Entretien avec Yves Citton », *Lendemain*, 149, pp. 79-95.
- Lits M., 2009, « La médiatisation du politique ou le passage d'un espace public délibératif à un espace public symbolique narratif », *A contrario. Revue interdisciplinaire de sciences sociales*, 12, pp. 85-100.
- Lits M., 2012, « Quel futur pour le récit médiatique ? », *Questions de communication*, 21, pp. 37-48. Accès : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.6562>.
- Morozov E., 2017, « Fake News. Les vrais responsables des fausses nouvelles », *Le Monde diplomatique*, 13 janv. Accès : <https://blog.mondediplo.net/2017-01-13-Les-vrais-responsables-des-faussees-nouvelles>.
- Negt O., 2009, « L'espace public oppositionnel aujourd'hui », trad. de l'allemand par A. Neumann, *Multitudes*, 39, pp. 190-195.
- Olson D., 1994, *The World on Paper. The Conceptual and Cognitive Implications of Writing and Reading*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Pélicier N., 2017, « L'argumentation journalistique, déclin ou renouveau ? », *Cahiers de narratologie. Analyse et théorie narratives*, 32. Accès : <https://doi.org/10.4000/narratologie.7798>.
- Quemener N., 2012, « Christian Salmon (2007), *Storytelling. La machine à fabriquer les images et à formater les esprits* », *Communication*, 29. Accès : <http://journals.openedition.org/communication/2635>.
- Rabatel A., 2017, « Des récits en général, de la narratologie en particulier », *Questions de communication*, 31, pp. 245-263. Accès : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11132>.
- Salmon C., 2007, *Storytelling. La machine à fabriquer les images et à formater les esprits*, Paris, Éd. La Découverte.
- Salmon C., 2019, *L'Ère du clash*, Paris, Fayard.
- Viennot, B., 2019, *La Langue de Trump*, Paris, Éd. Les Arènes.
- Zampa M., Perrin D., 2018, « Fragmentary Narrative Reasoning. On the Enthymematic Structure of Journalistic Storytelling », *Studies in Communication Sciences*, 18 (1). Accès : <https://doi.org/10.24434/j.scoms.2018.01.012>.